

puisque grâce à la prospérité issue de la libéralisation des échanges, nous avons pu créer tous les programmes et institutions qui nous ont aidé à définir l'identité canadienne actuelle.

S'il est vrai que la libéralisation des échanges se poursuit, il est également vrai que la création d'une identité nationale continue de poser un défi aujourd'hui. Le gouvernement le reconnaît et nous avons déclaré très clairement à nos négociateurs que la capacité du gouvernement actuel de protéger et d'enrichir la culture canadienne ne fera l'objet d'aucune négociation. Nous voulons un pays dont les habitants peuvent communiquer entre eux grâce aux arts et aux grands médias. L'essence de la spécificité canadienne ne peut ni ne doit faire l'objet de compromis.

Permettez-moi un dernier commentaire, avant de conclure, monsieur le Président. J'ai parlé jusqu'à maintenant de notre politique commerciale à deux volets. Je me permets de souligner un autre élément de notre stratégie commerciale globale, à savoir qu'il faut chercher de nouveaux marchés d'exportation. J'envisage la promotion des exportations canadiennes comme un élément clé de mon portefeuille. Bien qu'elle soit essentielle, la négociation des modifications aux règles du commerce ne suffit pas. Nous devons continuer à chercher de nouveaux débouchés pour nos biens et services. Conformément à l'énoncé du discours du trône, une importance particulière sera accordée au commerce avec le Japon et d'autres pays riverains du Pacifique. J'aurai l'occasion d'aborder cette question à nouveau dans les prochains mois.

Ainsi, monsieur le Président, nous savons exactement ce que nous faisons. Nous sommes bien préparés et convaincus que la stratégie envisagée est la meilleure façon de servir l'intérêt national. Nous consultons activement les provinces. En effet, notre réponse à la question du bois d'oeuvre est un très bon exemple de collaboration entre le fédéral et les provinces dans le domaine commercial.

Nous avons bénéficié des conseils d'un grand nombre d'experts du secteur privé et, comme l'a répété le premier ministre, si nos négociations n'aboutissent pas à un accord plus profitable pour le Canada, nous ne signerons pas. Cependant, je pense que nous devons essayer. Selon nous, les problèmes commerciaux surgis